



COMMISSION POLITIQUE ET REGULATION (CPR)

GROUPE DE TRAVAIL RENFORCEMENT DE LA REGULATION (GTRR)

12 février 2026, en distanciel

UPAP/CA/CPR/GTRR/05/2026 – Doc N°03 et Annexe

*Original : français*

**ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D' ACTIONS 2021/2022-2025/2026 DU GROUPE DE TRAVAIL RENFORCEMENT DE LA REGULATION**

Point N°05 de l'ordre du jour

<b>1. Objet</b> Etat de mise en œuvre du plan d'actions 2021/2022-2025/2026 du Groupe de travail renforcement de la régulation	<b>2. Références/paragraphes</b> Plan d'actions de la Commission politique et régulation du cycle 2021/2022-2025/2026
<b>3. Décision attendue</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Examiner le présent document et en prendre note ;</li><li>• Formuler toutes observations et recommandations pertinentes</li></ul>	

## I. INTRODUCTION

Le plan d'actions du Groupe de travail sur le renforcement de la régulation a été progressivement mis en œuvre au cours du cycle 2021/2022-2025/2026. Le présent document vise à informer les membres du groupe de travail, la Commission Politique et Régulation puis le Conseil d'administration de l'état de mise en œuvre des actions prévues dans ledit plan d'actions.

Il ressort de l'évaluation de l'état de mise en œuvre de ce plan d'actions que certaines activités ont été entièrement réalisées tandis que d'autres sont en cours d'exécution ou n'ont pas été du tout mises en œuvre, soit en raison des ressources financières limitées ou de la non-adoption de la Directive postale africaine par l'Union africaine, soit du fait que leur exécution est tributaire de la tenue de la 44<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil et/ou de la 11<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des plénipotentiaires.

Le présent document poursuit aussi l'objectif de requérir toutes les observations pertinentes à même d'améliorer la mise en œuvre des actions en cours et futures. A cet effet, le tableau

ci-dessous récapitule l'état de mise en œuvre du plan d'actions 2021/2022-2025/2026 du Groupe de travail sur le Renforcement de la Régulation.

## **II. ETAT DE MISE EN ŒUVRE**

L'état de mise en œuvre du plan d'actions 2021/2022-2025/2026 est récapitulé dans le tableau ci-après pour examen.

## **III. CONCLUSION**

Les membres sont invités à prendre note du présent document et à y apporter tout (e) commentaire/observation pertinent (e).

Réalisé

En cours

Non réalisé

## ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D' ACTIONS 2021/2022-2025/2026 DU GROUPE DE TRAVAIL RENFORCEMENT DE LA REGULATION POSTALE

N°	LIVRABLES	ACTIVITES	ETAT DE REALISATION	OBSERVATIONS
1.	Termes de référence (Tdrs) de la Commission	S'approprier des Tdrs de la Commission		La Commission Politique et Régulation a adopté ses Termes de Référence lors de sa réunion inaugurale en 2022 à Naïrobi
		Mettre en œuvre les Tdrs		Les termes de références, depuis leur adoption, sont mis en œuvre tout au long du cycle 2021/2022-2025/2026
2.	Coordonner la mise en œuvre des décisions, résolutions et recommandations de la Conférence de plénipotentiaires et le Conseil d'administration	Mettre en place un cadre de suivi-évaluation de la mise en œuvre des décisions, résolutions et recommandations de la CP et du CA		Le cadre de suivi évaluation de la mise en œuvre des décisions, résolutions et recommandations a été mis en place et est périodiquement actualisé

N°	LIVRABLES	ACTIVITES	ETAT DE REALISATION	OBSERVATIONS
	relatives aux questions de régulation	Examiner le cadre proposé de suivi-évaluation de la mise en œuvre des décisions, résolutions et recommandations de la CP et du CA		Le cadre de suivi évaluation de la mise en œuvre des décisions, résolutions et recommandations a été, tout au long du cycle soumis à l'examen du Groupe de travail puis de la Commission Politique et Régulation.
		Soumettre le cadre de suivi-évaluation au Conseil pour adoption		Le cadre de suivi évaluation des décisions, résolutions et des recommandations a été, tout au long du cycle, présenté à chacune des sessions du Conseil
		Mettre en œuvre les décisions, Résolutions et recommandations de la 43 <sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil d'administration		Par voie de circulaires, le Secrétaire général de l'UPAP a requis des Etats membres la mise en œuvre des résolutions n° 03/UPAP/CA/XLIII/2025 et n°04/UPAP/CA/XLIII/2025 ainsi que de la recommandation n°01/UPAP/CA/XLIII/2025

N°	LIVRABLES	ACTIVITES	ETAT DE REALISATION	OBSERVATIONS
		Dresser l'état de mise en œuvre des décisions, résolutions et recommandations de la CP et du CA		La mise en œuvre des décisions, résolutions et recommandations de la Conférence et du Conseil ont fait l'objet d'évaluation consignée dans le cadre global de suivi de la mise en œuvre des décisions, résolutions et des recommandations de la Conférence et du Conseil.
		Examiner les états de mise en œuvre des décisions, Résolutions et recommandations de la Conférence des plénipotentiaires et du Conseil d'administration selon les périodicités définies		L'état de mise en œuvre des décisions, Résolutions et recommandations de la Conférence des plénipotentiaires et du Conseil d'administration a été présenté à la 43 <sup>e</sup> session ordinaire du Conseil d'administration. Une version actualisée sera présentée à la 44 <sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil et à la 11 <sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence.

N°	LIVRABLES	ACTIVITES	ETAT DE REALISATION	OBSERVATIONS
3.	Contribuer à l'organisation du Forum des régulateurs postaux	Valider le thème du Forum des régulateurs postaux proposé par le Secrétariat Assister dans le choix des panélistes		La 7 <sup>ème</sup> édition du forum des régulateurs postaux s'est tenue en marge de la 43 <sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil sous le thème : « <b>Financement du service postal : défis réglementaires, techniques et financiers et perspectives.</b> »
4.	Définir une politique de protection des consommateurs	Veiller à ce que les consommateurs soient au centre des activités des opérateurs Veiller à la mise en place de bons leviers de communication et de recours auprès du régulateur (numéros verts, traitement des plaintes).		Ces activités ont été prises en compte dans l'avant-projet de plan d'actions quadriennal 2026/2027-2029/2030,
5.	Élaborer un cadre de collaboration entre les régulateurs	Définir des domaines de coopération Les soumettre au Conseil pour adoption		Ces activités ont été prises en compte dans l'avant-projet de plan d'actions quadriennal 2026/2027-2029/2030,

N°	LIVRABLES	ACTIVITES	ETAT DE REALISATION	OBSERVATIONS
6.	<b>Proposer un cadre de régulation des activités financières postales</b>	Créer un cadre favorable à l'inclusion financière		Ces activités ont été prises en compte dans l'avant-projet de plan d'actions quadriennal 2026/2027-2029/2030,
		Définir l'attitude face aux nouveaux entrants (banques, opérateurs de télécommunication, mutuelles d'épargne et de crédits, etc.),		
7.	<b>Élaborer des cadres politiques et juridiques en matière de régulation postale, notamment dans les domaines suivants : logistique, services financiers postaux numérisés, services électroniques, commerce électronique et services administratifs numérisés</b>	Cadrage du projet		Cette activité a été prise en compte dans la Stratégie Postale Africaine 2026/2027-2029/2030,
		Solliciter des propositions auprès des États membres		Par correspondance du 8 février 2023, le Secrétariat général a sollicité des Etats membres et Unions restreintes la communication de modèles devant permettre l'élaboration d'importants documents. Toutefois, seules la Communication Regulator's Association of Southern Africa (CRASA) et la Southern Africa postal operators' association (SAPOA) ont communiqué leurs modèles.

N°	LIVRABLES	ACTIVITES	ETAT DE REALISATION	OBSERVATIONS
				La non communication des informations et documents demandés a freiné les initiatives d'harmonisation.
		Elaborer le projet de cadres politiques et juridiques		Ces activités font partie de l'avant-projet de plan d'actions quadriennal 2026/2027-2029/2030,
		Examiner et adopter le projet de cadres politique et juridique		
8.	Développement du capital humain	Promouvoir un dispositif qui favorise le développement et le renforcement des capacités du personnel chargé de la régulation		
		Définir des domaines de formation		
		Effectuer des analyses comparatives sur les tendances et l'évolution du secteur		
		Assurer la coordination de la mise en œuvre des programmes de développement du capital humain		



N°	LIVRABLES	ACTIVITES	ETAT DE REALISATION	OBSERVATIONS
9.	<b>Mettre en place des dispositifs d'évaluation des performances et de la qualité de service</b>	Cadrage du projet		Cette activité a été prise en compte dans l'avant-projet de plan d'actions quadriennal 2026/2027-2029/2030,
		Solliciter des propositions auprès des États membres en matière d'évaluation de la qualité de service		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Par correspondance du 8 février 2023, le Secrétariat général a sollicité des États membres et Unions restreintes la communication de modèles devant permettre l'élaboration d'importants documents.</li> <li>- Toutefois, seules la Communication Regulator's Association of Southern Africa (CRASA) et la Southern Africa postal operators' association (SAPOA) ont communiqué leurs modèles.</li> <li>- Cette question sera abordée au cours du prochain cycle à travers des approches thématiques par le nouveau groupe de travail.</li> </ul>
		Elaborer le projet de cadre d'évaluation des dispositifs de gestion de la qualité de service		Ces activités ont été prises en compte dans l'avant-projet de plan d'actions quadriennal 2026/2027-2029/2030,

N°	LIVRABLES	ACTIVITES	ETAT DE REALISATION	OBSERVATIONS
		Examiner et adopter les normes et les objectifs de qualité de service		
10.	<b>Organiser la 3<sup>ème</sup> Conférence des régulateurs postaux africains</b>	Appeler les Etats membres à manifester leurs intérêts à abriter ladite conférence		Par voie de circulaire n°051/LC/UPAP/SG/PRAJ/D du 10 septembre 2025, le Secrétaire général de l'UPAP a lancé un appel aux Etats membres à abriter la 3 <sup>ème</sup> Conférence des régulateur postaux. Toutefois, aucun Etat membre n'a offert d'abriter cet évènement. Cet évènement sera reporté au prochain cycle.
		Tenir effectivement la 3 <sup>ème</sup> Conférence des régulateurs postaux africains		Compte tenu de l'absence d'offre à abriter l'évènement et des contraintes budgétaires de l'exercice financier en cours, la 3 <sup>ème</sup> Conférence des régulateurs postaux est prévue se tenir au cours du prochain cycle quadriennal 2026.

N°	LIVRABLES	ACTIVITES	ETAT DE REALISATION	OBSERVATIONS
11.	Elaborer un projet de plan d'actions quadriennal de la régulation postale	Élaborer un cadre de collaboration entre les régulateurs		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Secrétariat général de l'UPAP a administré un questionnaire sur la Régulation postale en Afrique ;</li> <li>- Les résultats de l'analyse des réponses au questionnaire constituent la base des questions de régulation postale à inclure dans le projet de programme d'activités du cycle 2026/2027-2029/2030.</li> </ul>
		Proposer un cadre de régulation des activités financières postales		
		Élaborer des cadres politiques et juridiques en matière de régulation postale, notamment dans les domaines suivants : logistique, services financiers postaux numérisés, services électroniques, commerce électronique et services administratifs numérisés.		
		Mettre en place des dispositifs d'évaluation des performances et de la qualité de service		
		Créer un cadre favorable à l'inclusion financière		
		Définir l'attitude face aux nouveaux entrants (banques, opérateurs de télécommunication, mutuelles d'épargne et de crédits, etc.),		

N°	LIVRABLES	ACTIVITES	ETAT DE REALISATION	OBSERVATIONS
12.	<b>Organiser la réunion des Equipes thématiques</b>	Préparer les documents de travail		Des documents de travail ont été élaborés en vue de leur soumission aux équipes thématiques
		Inviter les membres des équipes thématiques		En ce qui concerne la réunion des équipes thématiques, le Secrétariat général de la PAPU prévoit de soumettre une proposition de fusionner les équipes thématiques et de créer un groupe de travail « Régulation postale » pour les raisons suivantes : - les questions de régulation postale sont généralement transversales et interdépendantes ; - cette proposition vise à permettre l'examen simultané des questions de régulation postale par un groupe d'experts plus large, facilitant ainsi un meilleur partage des connaissances et des expériences.
		Tenir les réunions des Equipes thématiques		